

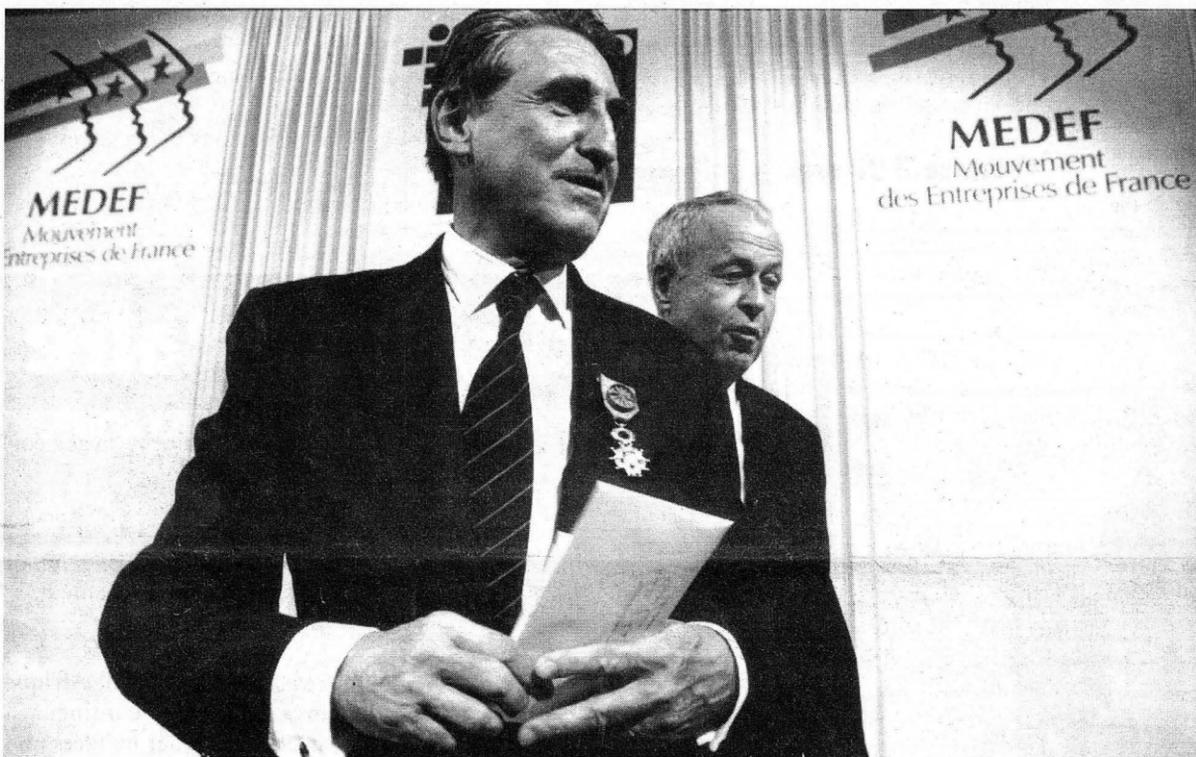
le monde libertaire

Hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente à l'Internationale des fédérations anarchistes

n° 1286
20 au 26 juin 2002

2 €
ISSN 0026-9433

Medef encore vainqueur



À quand le rendez-vous social ?

LES STRUCTURES actuelles de la CFDT – comme celles des autres centrales syndicales d'ailleurs – ne répondent absolument pas à la situation actuelle, encore moins à la situation qui pourrait être créée par des mouvements sociaux importants.

Qu'on pense simplement à la situation de la Lorraine aujourd'hui, où les organisations syndicales ne sont plus en mesure de proposer une alternative, même violente, à la violence quelquefois gratuite provoquée par le désespoir. Certes, cela s'explique par la stratégie confédérale de la CFDT, par celle de la CGT aussi, mais on peut penser que les structures de l'Organisation syndicale sont elles aussi en cause.

Une partie importante de la classe ouvrière se voit refuser, de fait, le droit à l'organisation : toutes les femmes de travailleurs, obligées de rester à la maison pour élever les enfants faute d'équipements collectifs suffisants, se trouvent sans moyen de défense et d'expression. Il nous semble qu'elles devraient trouver leur place, à part entière, dans l'orga-

nisation syndicale. Certes elles ne font pas partie directement du processus de production ou de gestion de la production, mais elles sont directement impliquées dans ses conséquences, et ont les mêmes intérêts, strictement, que les travailleurs eux mêmes, y compris l'intérêt à long terme : le socialisme. De ce fait elles doivent pouvoir adhérer au syndicat, avec les mêmes droits et les mêmes obligations que tous les autres adhérents, notamment le droit de débattre et de décider collectivement des orientations et des actions.

Une autre partie, également importante, des travailleurs, bien que pouvant rejoindre l'organisation syndicale, n'y trouvent que peu de moyens de défense : les travailleurs des petites entreprises, les hors statut et tous les chômeurs. L'expérience prouve que, pratiquement, on ne les y retrouve pas. Si on considère que le découpage de la classe ouvrière (« segmentation », dirait la confédération) tel que l'analyse la confédération (et tel que nous l'avons rappelé plus haut) est gros de dangers

pour l'avenir, alors il faut se donner les moyens de lutter contre la division des travailleurs, même si c'est au prix d'une révision déchirante de la sacro-sainte structure professionnelle, bien souvent acceptée des travailleurs par habitude, et défendue par les appareils fédéraux et confédéraux parce qu'elle conforte leurs pouvoirs et permet une centralisation calquée sur celle de l'État.

On notera que la structure professionnelle, à son niveau fédéral, et bien souvent aux niveaux des syndicats, ne permet plus le développement de la syndicalisation ; on prend ses quartiers dans les plus grosses entreprises et on néglige, volontairement ou involontairement tout ce qui ne peut pas renforcer le pouvoir de la structure dans la CFDT⁽¹⁾.

À QUOI BON retranscrire ces lignes de la publication *Réflexion syndicaliste et libertaire* parue en février 1979 ? Certes il y a toujours quelque chose de nouveau sous le soleil – le rappel

suite page 3



● **Jacky Toublert nous a quittés**

p. 3

● **L'amour libre**

p. 4

● **Flicage électronique**

p. 5

● **Sans-papiers à Séville**

p. 6

● **Le vote et les femmes**

p. 7

● **Accor et à cris**

p. 8

● **Les soviets**

p. 9

● **Les éditions Agone en danger**

p. 10

● **Soirée Radio libertaire**

p. 11

● **Crapuleries trotskistes**

p. 12

M 02137 - 1286 - F: 2,00 €



« Ce n'est pas le régime représentatif qui nous a donné, ni même garanti, les quelques libertés que nous avons conquises depuis un siècle. »

Pierre Kropotkine

Agenda

Du vendredi 21 au dimanche 23 juin

Alès (30)

À l'appel du Collectif libertaire du Sud-Est, rassemblement cité des Cévennes devant la Maison pour tous à 15 heures, pour relayer les manifestations de Séville contre les prises de décisions sur les lois sécuritaires européennes.

Dijon

Portes Ouvertes aux Tanneries à Dijon : 3 jours pour la liberté de mouvement et l'autogestion, pour une alternative aux politiques sécuritaires et xénophobes, à l'espace autogéré des Tanneries, 17, boulevard de Chicago.

Samedi 22 juin

Bruxelles

Fête afro-latino de Radio air libre au 21, rue Brialmont (Saint-Josse, M° Botanique) : à 20 h, débat « la radio est-elle un sport de combat ? » ; à 22 h, orchestres africains et latinos. Entré : 2 euros; buffet, boissons à des prix démocratiques. Radio air libre 87,7 MHz.

Paris

À l'initiative du Collectif de solidarité avec les salariés d'Arcade en lutte, rassemblement festif sur le thème « Boycotts, harcelons Accor » à 14 h, place du Châtelet.

Paris 11e

À 16 h 30, forum de la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Projection du film Diable, famille et

propriété. Ce film expose la lutte des classes dans les immenses exploitations sucrières du Nord-ouest argentin. La projection sera présentée par le Groupe de ciné insurgent de Buenos Aires. Présentation du film le matin à 10 h sur Radio libertaire.

Dimanche 23 juin

Paris 11e

Fête-concert d'anniversaire pour les 25 ans du Centre international de culture populaire. Rencontres, infos, tables de presse et vidéos. Musiques avec Lack of reason, Flamingo 50 et Blackfire. À 17 heures au CICC, 21 ter, rue Voltaire.

Paris 15e

La CNT organise de 14 à 22 h des débats-fête au Patronage laïque, 72, avenue Félix-Faure (M° Boucicaut).

Lundi 24 juin

Paris 20e

Soirée de soutien au prisonnier politique amérindien Léonard Peltier et aux résistants navajos de Big Mountain : débats et chants traditionnels avec des représentants indiens navajos et xicano-ximéka; projection du documentaire sur les navajos de Big Mountain Vanishing prayer; concert de Blackfire. À partir de 19 h au café la Flèche d'Or, 102 bis, rue de Bagnolet (M° Alexandre-Dumas). PAF : 5 euros.

Mardi 25 juin

Ivry-sur-Seine (94)

Le groupe Élisée-Reclus de la FA organise une réunion publique. « Les élections, et après? Retraites, sécu, vie quotidienne : préparons la rentrée sociale. » À partir de 20 h 30 au Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès (M° Porte d'Ivry ou Pierre-Curie). Ouverture des portes à 19 heures.

Paris 7e

Conformément à la loi polonaise, une demande de grâce présidentielle sera déposée le 26 juin 2002. L'ACK (Croix noire anarchiste de Pologne, organisation de soutien aux prisonniers politiques libertaires) fait appel à la solidarité internationale. Le STCP appelle à un rassemblement à partir de 18 heures devant l'ambassade de Pologne, 1, rue de Talleyrand (M° Varenne).

Mercredi 26 juin

Paris 8e

Dans le cadre de la journée internationale de solidarité avec Léonard Peltier, rassemblement devant le consulat des États Unis, place de la Concorde de 18 à 20 h.

Paris 4e

Présentation par la compagnie le Théâtre du sable de la pièce Ma vie est ma danse du soleil, d'après le livre de Léonard Peltier, suivi d'un débat au Théâtre Essain, 6, rue Pierre au lard (M° Rambuteau) à partir de 20 h 30.

Vendredi 28 juin

Dijon

À 20 heures, concert outopos avec The Plan & North of America (emo noise rock canadien) et Chevreuril (emo-noise expérimental) à l'espace autogéré des Tanneries, 17, boulevard de Chicago.

Montpellier

Le groupe Un Autre futur de la FA organise une discussion sur la mobilisation lors du sommet européen de Séville et les luttes « anti-mondialisation capitaliste » à partir de 19 h à la librairie anarchiste la Mauvaise réputation, 20, rue Terral à Montpellier. Cette discussion sera suivie de l'apéro de fin d'année du groupe Un Autre Futur.

Festival des alternatives au capitalisme 24-29 juin 2002

Mardi 25 juin

Des transports gratuits pour toutes et tous, des services publics pour les usagers avec le RATP ; à l'Olympic Café.

Mercredi 26 juin

Stop, Quelle violence? Quels liens existent-ils entre la réalité et les discours sécuritaires de la gauche à l'extrême droite avec Pierre Tevanian et Abdel Aziz Gharbi du MIB ; à la bibliothèque La Rue.

Jeudi 27 juin

« On » vous l'a déjà dit, nous voulons choisir : la lutte des femmes contre la misère, la violence, les idées d'extrême droite. Avec le collectif MD'Elles 18^e, au Petit Ney.

Vendredi 28 juin

L'éducation libertaire, une alternative à l'école des patrons et des curés, etc. avec Hugues Lenoir et Philippe Lamy, à la bibliothèque La Rue.

Samedi 29 juin et dimanche 30 juin

Exposition sur la Commune de Paris sur les marchés de la rue du Poteau et place des Abbesses.

Bibliothèque La Rue : 10, rue Robert-Planquette M° Blanche ou Abbesses. À partir de 19 h 30.

Le Petit Ney : 10, av. de la Porte-Montmartre, Bus n° 95, 60 et, PC. À partir de 19 h 30.

Olympic Café : angle rues Léon et Lagouhat, M° Marcadet ou Château-Rouge. À 19 h 30.



Jeudi 20 juin

Si vis pacem : à 18 h, fêter la musique, en mémoire de Louis Lecoq, pour arrêter d'exporter des armes et pour devenir objet à vie

Samedi 22 juin

Chroniques rebelles : à 13 h 30, témoignage d'un refuznik (reportage). Jean-Pierre Levaray, Lexo-

mil, suivi de suite et fin aux éditions On @ faim.

Mercredi 26 juin

Blues en liberté : à 10 h 30, Junior Wells, harmoniciste chanteur.

Jeudi 27 juin

Si vis pacem : à 18 h, Afrique sans armée, un continent à « conquérir » pour les idées non militaristes.

Photos et illustrations : droits réservés

Directeur de publication : Jacques Toublet
Commission paritaire n° 0906 I 80740 - Imprimerie : IPS (Bernay)
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977 - Routage 205 - IPS
Diffusion NMPP

BULLETIN D'ABONNEMENT

le monde
libertaire

Rédaction - Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Tél. : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé France	Étranger
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 20 €	<input type="checkbox"/> 32 €	<input type="checkbox"/> 27 €
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 38 €	<input type="checkbox"/> 61 €	<input type="checkbox"/> 46 €
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 61 €	<input type="checkbox"/> 99 €	<input type="checkbox"/> 77 €

Abonnement de soutien : 76 €

Abonnement étranger : les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe bancaire exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP).

Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(En lettres capitales)

Nom Prénom

Adresse

Code postal

Ville

Pays

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

Éditorial

Depuis le 11 février 1988, il devient utile aux groupes politiques de toute nature de présenter des candidats aux élections. La loi 88-227 alloue en effet une partie du budget de l'État au financement des partis. On a pu entendre à l'occasion des dernières législatives tout un discours sur les 1 euro, 1,60 euro, 1,68 euro que représentait la voix d'un électeur. Le fait est que la loi prévoit un montant fixé annuellement par décret à partager entre tous les partis qui ont présenté plus de cinquante candidats aux législatives, proportionnellement au nombre de voix reçues. La loi prévoit même une pénalité pour ceux ne respectant pas la parité. Les partis ayant des députés ont à se partager en plus une autre somme, identique ou presque, en fonction des années, à la première.

Ainsi pour 2002 (voir le décret 2002-174 du 11 février 2002, consultable sur <http://www.admi.net/jo/2002/02863.html>) le montant est de 40 132 204 euros pour chacune des deux sommes.

Dire que certains peuvent être tentés par la manne que cela représente serait très certainement une insulte à leur vocation de représentation et de dévouement à la popu-

lation. Ainsi LO et la LCR, par exemple (pour l'année 2002, LO touche à peu près 700 000 euros et la LCR 118 000), ont chacun eu environ 300 000 voix aux législatives (chiffres issus du site web du conseil constitutionnel). Rapporté aux quelques 26 millions de voix exprimées, et si l'on suppose un budget identique pour les prochaines années à celui de 2002, cela va représenter 450 000 euros par an à partir de 2003, et jusqu'au prochain renouvellement de l'assemblée nationale. Notons que ces deux partis respectaient la parité, ce qu'étaient très loin de faire l'UMP et le PS (le PS a touché 10 000 000 d'euros en 2002, plus 15 000 000 en raison de ses députés), qui pourront de toute façon s'appuyer sur leurs élus pour rattraper la somme perdue.

Le « choc » du 21 avril est passé, la « mobilisation citoyenne » du 1^{er} mai aussi. Et les chiffres restent les chiffres, quelle que soit la sauce idéologique dont on les entoure. Le pouvoir, la puissance, la domination, la manipulation, sont des faits, réels, tangibles. Ceux qui en vivent ont beau essayer de le cacher, l'esprit critique anarchiste sera toujours présent pour le rappeler, tant que ces absurdités existeront.

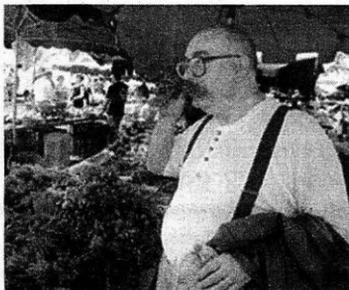
À quand le rendez-vous social ?

Suite de la page 1

historique n'est pas pour nous anarchistes la référence à un dogme – mais la situation en mars 1978 est semblable à celle de 2002.

À la suite de l'échec des partis de gauche aux élections législatives du début 78, la CFDT avait décidé de tout mettre en œuvre pour recentrer « stratégiquement » la confédération. Il fallait mettre l'accent sur la nécessité de négocier, de mettre en avant les « revendications » du possible, le tout (Mai 68 était encore dans les esprits...) en affirmant qu'il fallait un nécessaire « retour aux sources du syndicalisme ».

Cela choquait nombre de militants entrés à la CFDT sur une base radicale et qui ne concevaient pas que la négociation soit une fin en soi. Pour en ajouter le secrétaire général de l'UR CFDT Rhône Alpes, Héritier, évoquait dans les colonnes du quotidien *Le Monde* les « spectres de l'anarchosyndicalisme », sans rien expliquer des différentes stratégies⁽²⁾. Un peu plus de vingt ans après, après que l'équipe du



Un laquais bien nourri

square Montholon ait viré les « moutons noirs » divers de l'excentrale catholique, la « tsarine » Nicole Notat après avoir peaufiné le système dénoncé en 78 (négocier, être responsables et représentatif, etc.) laisse les rênes à un jeune homme du sérail.

Le recentrage 2002

Si dans les années 70 des militants syndicalistes libertaires pouvaient avoir des illusions sur le devenir de la CFDT, tout en la critiquant vertement, que dire aujourd'hui ? FO, CFDT et CGT tout en se marchant discrètement sur les pieds se retrouvent tous dans la Confédération européenne syndicale (CES) qui paradoxalement voudrait abolir les frontières... Mais sur quelles bases, sur quels intérêts ? Un syn-

dicalisme de services a succédé à ce qui restait, même en pointillé, proche des « sources du syndicalisme ». Certes l'ouvrier en bleu n'est plus la base du mouvement ouvrier, le tertiaire se développe toujours et il ne faut pas recommencer les canuts lyonnais, mais à part défendre les acquis de la fonction publique, y a-t-il vraiment un avenir pour le syndicalisme « représentatif » ?

Gauche, droite ?

À accepter un syndicalisme d'accompagnement, sans perspectives d'une autre vie, le monde syndical français creuse sa tombe. On a beau dire que sous un gouvernement de gauche il fallait « la fermer » pour ne pas gêner les camarades ouvriers les mieux placés pour accéder aux maroquins, la droite revenue aux manettes, restera-t-il assez de dents pour riposter au capitalisme ?

Sans faire une liste exhaustive, Michelin, Moulinex, Lu et d'autres ont montré que ceux qui gagnent leur vie sur notre dos, n'ont plus à invoquer des pertes de bénéfices pour procéder à des licenciements. Le Medef a assimilé le capitalisme high tech et nous serions en retard d'une mondialisation ? Ceux qui nous disaient il y a plus de vingt ans qu'il fallait balayer de nos rêves-cauchemars les « spectres de l'anarchosyndicalisme » avaient-ils vraiment conscience qu'ils ne deviendraient à l'image de la tsarine de la CFDT qu'un sous-rouage du système capitaliste ?

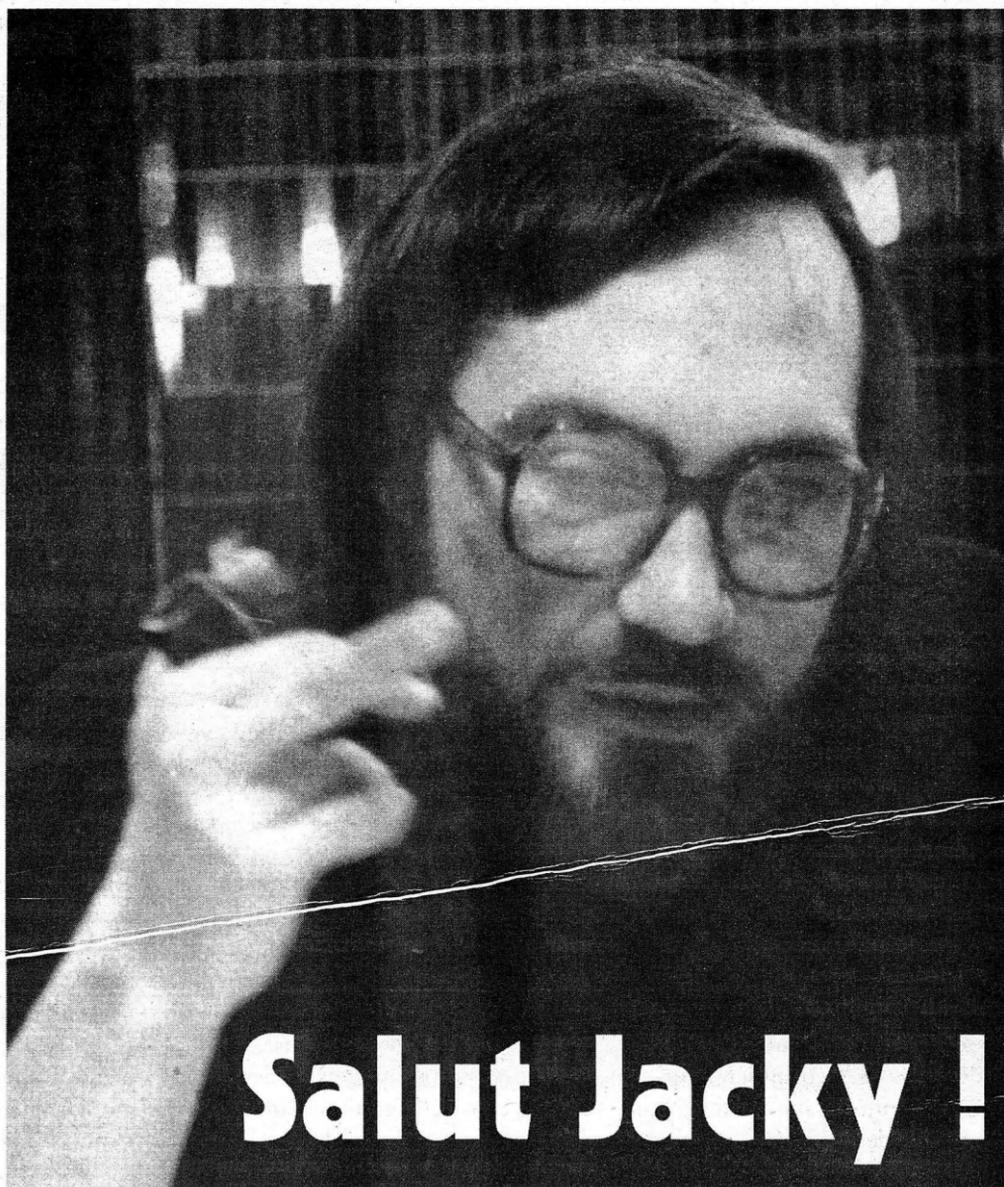
L'avenir

Si l'image du mouvement ouvrier traditionnel peut tourner à la désespérance, les seuls lueurs d'espoir dans les luttes demeurent celles de précaires comme les camarades de Mc Donald, de Accor (voir page 8) et d'autres. Le problème des retraites gelant les velléités de bien d'autres. Des organisations syndicales de tous bords les soutiennent souvent, mais on peut regretter que l'interprofessionnel et les Unions locales des différentes boutiques syndicales soient si peu efficaces. Je me trompe ? J'espère que oui, que l'avenir me donnera tort et que le rendez-vous social sera à l'heure !

Jean-Pierre Germain

(1) Réflexion syndicaliste et libertaire : Quel syndicalisme ? La stratégie et l'organisation syndicale. Numéro 3, février 1979

(2) L'« autonomie engagée » de la direction de la CFDT préparait la voie au PS, donc il fallait que le syndiqué de base choisisse entre « la raison » et le chaos !



Salut Jacky !

LE CAMARADE Toublat nous a quittés, au terme d'une longue et douloureuse maladie, vendredi dernier. Il nous semble inutile de présenter dans les pages du *Monde libertaire* Jacky, qui a été longtemps le directeur de l'hebdomadaire de la Fédération anarchiste que vous avez entre les mains.

Fils d'un métallurgiste devenu ouvrier bijoutier, passant de la CGTU à la CGTSR (Julien Toublat), Jacky fréquenta dans sa jeunesse le Foyer individualiste du 13^e arrondissement. Devenu (comme son père entre-temps) correcteur d'imprimerie il fit partie des « jeunes » de la Révolution prolétarienne, puis du

Groupe socialiste libertaire de Gaston Leval qu'il avait appris à connaître au syndicat des correcteurs CGT.

Si Mai 68 l'amena lui et d'autres à créer l'Alliance syndicaliste révolutionnaire et l'anarchosyndicalisme (ASRAS, appelée plus tard Alliance syndicaliste) il s'engagea dans les responsabilités syndicales au syndicat des correcteurs CGT. Longtemps secrétaire sans permanents, il avait su à son tour insuffler à cette communauté professionnelle la solidarité internationale et le fédéralisme.

Sur le plan spécifique il avait rejoint la FA il y a plus de vingt ans au sein du groupe Pierre-Besnard. Au début de cette année il avait

adhéré à Alternative libertaire. Nous aurions aimé poursuivre le débat avec lui, la vie en a décidé autrement.

À Jeanne-Marie et Marc, sa compagne et leur fils, nous adressons nos condoléances les plus émues.

Salut Jacky !

Thierry Porré

Jacky Toublat sera incinéré au columbarium du Père Lachaise le jeudi 20 juin à 11 h 30.

Meeting-salle Lancry en mars 1976



Ancienne laborantine du Medef



L'utopie de l'amour libre

DANS L'IMAGINAIRE collectif et individuel de l'anarchisme, le concept et la pratique de l'amour libre ont été l'objet d'innombrables polémiques et dissensions. Cela tient vraisemblablement à la difficulté de situer l'individu, théoriquement aussi bien qu'expérimentalement, en tant qu'entité libre dans le contexte de tout groupe, toute communauté ou société. Toute expression de vie, instinct, sentiment, relation sexuelle ou idée incarnée dans une expérience d'amour libre par un individu dans une relation avec tout autre individu implique toujours une relation biologique et sociale.

Pour la plupart des anarchistes, la synthèse de cette relation doit toujours se confronter à la liberté et à l'individualité de chacun. Néanmoins, pour analyser et vivre l'amour libre, il nous faut garder présente à l'esprit la conjugaison des pulsions de vie et des relations inhérentes à l'altérité, à l'identité, à la recherche du devenir absolu que renferme l'utopie et que relativise la vie quotidienne. Dans le contexte de son historicité, l'amour libre, en tant que théorie et vécu de vie concrète, n'a jamais cessé d'être une douloureuse utopie. Pour les divers anarchismes à fort impact social – en particulier l'anarcho-syndicalisme et le communisme libertaire –, l'amour libre ne peut pas être abstrait de la construction historique d'une société anarchiste. Ceci étant, pour que l'amour soit d'essence libre, il faut que les sentiments, la tendresse, l'amitié, la solidarité et les relations sexuelles soient intégrées de façon harmonieuse et exemptes de toute trace de domination et d'exploitation. L'extinction de la société capitaliste, de l'État et de la religion s'avère ainsi un acte historique impératif de la révolution sociale. Avec la fin de la propriété privée, du travail salarié et de l'argent disparaissent les facteurs qui transforment les individus en êtres aliénés et abrutis par la mercantilisation et la prostitution de leur corps (Albert, 1980).

En ce sens, l'amour libre, pour autant qu'il est étroitement lié à la liberté et à la souveraineté de tout individu, ne peut se réaliser pleinement qu'au sein d'une société anarchiste.

C'est ainsi que le sens pratique et utopique de l'amour libre a été relativisé par les anarchismes à forte expression sociale. Sans société anarchiste, la recherche utopique de l'amour libre a perdu consistance

dans l'histoire. À partir de là, à l'intérieur des organisations et des expériences communautaires anarchistes les plus remarquables, la pratique de l'amour libre s'est avérée être, presque toujours, un échec. Au sein des familles, des syndicats, des athénées, des communautés et des écoles connus comme libertaires, l'amour libre s'est heurté aux vestiges de la morale et de la religion, et l'on a vu émerger des types d'autorité hiérarchique dans les relations entre l'homme et la femme, les parents et les enfants aussi bien qu'entre des individus différents. Les phalanstères et les communautés de caractère libertaire qui se sont édifiés aux XIX^e et XX^e siècles en Europe, aux Amériques et en d'autres lieux présentent des exemples significatifs de la grande difficulté de pratiquer l'amour libre.

L'apport des individualistes

Quoi qu'ayant été presque toujours l'objet d'un certain ostracisme de la part des anarchismes les plus en vue, ce sont les anarchistes individualistes qui l'ont abordé théoriquement mais également, dans une certaine mesure, pratiquement, et qui se sont le plus identifiés au projet utopique de l'amour libre. Ce n'est pas par hasard que E. Armand a associé l'amour à la liberté et à la camaraderie amoureuse. Raison pour laquelle l'amour libre ne pourrait exister que hors de toute tutelle ou contrainte étatique, religieuse, familiale ou contractuelle. Hors de toute morale ou de toute idée reçue fondées sur la pudeur, la virginité, le vice, la fidélité sexuelle, la vertu, la procréation de l'espèce humaine. L'individu, pour pouvoir vivre pleinement l'amour libre avec d'autres individus, n'a nul besoin de la moindre institution ou pouvoir étrangers à son individualité et à sa liberté. Par rapport à l'amour libre, notre vie présente est en butte aux dilemmes qui se sont posés à nos camarades du passé. Si nous considérons nos façons de vivre, nous voyons clairement que notre difficulté (physique, mentale et psychique) à assumer authentiquement nos pulsions biologiques et nos relations amoureuses vis-à-vis des autres de manière libre et souveraine. L'État, le capital, le travail salarié, l'égoïsme, le pouvoir, la religion et la morale nous bouffent de l'intérieur et hypothèquent la plupart du temps nos tentatives de vivre l'amour libre.

Toutefois, nous ne saurions avoir de pacte éternel avec ce type de ratiocination et de pratique. Concernant l'éthique, la morale et la philosophie de la vie, il ne saurait exister pour l'anarchie de limitations au perfectionnement de l'amour et de la liberté. Dans tous les domaines de notre vie quotidienne, il s'agit que l'authenticité des sentiments, de l'amitié, de la fraternité, des relations sexuelles, de la tendresse, en un mot, du développement harmonieux de l'amour libre, donne un sens à notre individualité et à notre liberté.

Pour toutes ces raisons, l'amour libre va bien au-delà des querelles judéo-chrétiennes au sujet du bien et du mal. Pour toutes ces raisons, l'amour libre va bien au-delà de toute cette morale castratrice et mutilante de l'État, des religions et du capital qui s'occupent de discipliner et de commercialiser notre corps en tant qu'objet de frustrations et des fantasmes sexuels. Pour quiconque, homme ou femme, s'identifiant à l'anarchie, toutes les relations sexuelles exprimant le sens de la liberté et de l'individualité biologique et sociale de tout être humain ne doivent pas être l'objet du moindre préjugé moraliste.

Nous savons combien il est difficile de vivre l'amour libre entre ceux et celles qui se disent anarchistes. Les réflexes conditionnés de notre culture judéo-chrétienne ancestrale, l'égoïsme, les sentiments intéressés, et jusqu'à l'altruisme humaniste, font des anarchistes des êtres semblables à tant d'autres qui ne se privent pas de critiquer de toutes les façons possibles et imaginables les hommes aliénés et soumis aux contingences de l'amour bourgeois castrateur. Mais, si nous n'arrivons pas à éviter la plupart du temps cette mutilation de notre corps et de notre esprit, du moins avons-nous conscience de cette réalité négative ?

Sans anarchie, les fondements de la pratique de l'amour libre ne sauraient exister. Sans amour libre, il est impossible de penser et vivre l'anarchie de manière utopique. Quoique nous connaissions pertinemment les difficultés présentes, la signification de l'utopie par rapport à l'amour libre doit devenir toujours plus la base de notre vie quotidienne. L'amour libre représente la libération de nos corps et de nos esprits. Il nous offre la force vitale qui alimente nos relations aux autres. Il nous libère des atavismes de la civilisation judéo-chrétienne. Il

nous donne le sentiment, les motivations et la force d'âme susceptibles d'apporter à notre liberté et à notre individualité la puissance de structurer l'amitié, la fraternité, la solidarité et l'amour – qui renforce les groupes, les communautés et la société que nous voulons libertaires.

Dans la mesure où l'apprentissage de l'amour libre est sans aucun doute l'antidote de toute guerre, de toute relation sociale structurée par l'égoïsme, par la mercantilisation du corps et du sexe, par la domination et l'exploitation entre les humains et entre ceux-ci et les autres espèces animales et végétales, il est plus que nécessaire que nous en fassions un élément vivifiant de l'utopie, qui aspire à construire une société sans maîtres et sans dieux.

J. M. Carvalho Ferreira

Revue Utopia, Lisbonne, Portugal



L'anarchie et l'amour libre sont indissociables.

Le Moyen-Âge est de retour

DÉFENDRE ses droits de salariés est une procédure abusive! En effet, « le salaire n'est pas portable, il est quéérable! » C'est ce qu'a fait plaider un employeur de la restauration. C'est également ce qu'a jugé le conseil des prud'hommes de Mont-de-Marsan. « Quéérable » du verbe « quérir »; aller chercher et rapporter.

Il est d'usage que l'employeurs paie ses salariés en fin de mois, et sans que ceux-ci aient à « quérir » leur salaire, ni à se déplacer pour aller le chercher. Pourtant, un salarié, demandeur de justice auprès des prud'hommes, a non seulement été débouté de son action, mais a été condamné pour poursuites abusives.

En décembre 2000, l'employeur, restaurateur, publie son offre de CDI. Un citoyen sans revenu aucun répond à l'offre et est embauché effectivement.

Il faut savoir que ce salarié n'a commencé à apprendre à lire qu'à l'âge de 12 ans. Il signe le contrat, à l'aveugle, confiant dans les partenaires sociaux présents: une grosse erreur d'appréciation. Bien sûr, le contrat ne lui sera jamais lu oralement!

Ce contrat stipule débiter le 12 décembre, alors que de fait, l'embauche a été effective le 5. Il s'agit en fait d'un CIE. (contrat initiative emploi) et non pas d'un CDI. L'employeur bénéficiant d'une aide de l'État et d'une totale exonération de charges sociales.

Les conditions de travail et le cadre relationnel s'avèrent particulièrement lourds dans l'entreprise; plonge, cuisine à l'arrière-salle, hébergement sur place, nombre d'heures élevées... Les tensions entre montent entre la gérante de la SARL et le salarié. L'employeur harcèle moralement (critiques sur la tenue en dehors des heures de travail, recherche sur le passé du salarié, à partir du CV, recherche sur la scolarité, intrusion dans la chambre mise à disposition...). Le salarié sollicite un rendez-vous avec l'ANPE, partie prenante du contrat (CIE), entrevue qui n'aura lieu qu'après l'éclatement du conflit.

Le salarié, pas encore payé, est pris à la gorge. Pas de revenus depuis octobre.

Un pourboire disparaît (70 francs). Beaucoup de monde est présent dans le restaurant. L'employeur dirige les soupçons vers ce salarié sans le sou et déclare: « Ou bien tu payes 70 francs, ou bien tu es viré! »

Le salarié refuse de « porter le chapeau » pour un acte qu'il estime ne pas avoir commis. L'avocate patronale, dans sa plaidoirie publique ira jusqu'à qualifier de « satanique » le comportement de légitime défense du salarié... sans que personne ne bronche!

Refusant l'accusation, le salarié ne revient pas (viré, si l'on s'en tient à la décision orale de l'employeur) et demande par fax à l'employeur, le

30 décembre, de lui fournir, par écrit, ses instructions concernant son contrat de travail. Les affaires personnelles du salarié sont restées dans la chambre mise à disposition. Pas de réponse. À partir de ce moment, l'employeur va rester totalement silencieux à toutes sollicitations, même quand le salarié « quère » les fruits de son travail.

Le salarié n'a pas manifesté la moindre intention de démissionner en période d'essai. La décision de l'employeur constitue une rupture de contrat en période d'essai. On peut penser que l'employeur ne voulait pas assumer sa décision, pour ne pas perdre les aides étatiques, même sur le salaire dû, alors que sa trésorerie était en difficulté. Sans prévoir qu'il allait être confronté, en conséquence de sa conduite, à un salarié décidé à ne pas courber l'échine, et disposant de l'appui de gens déterminés à organiser la résistance devant des droits bafoués.

La suite est édifiante. Le référé prud'homal est saisi. Un salaire calculé par l'employeur est remis à l'audience. La formation de référé conclut à un sérieux conflit du travail et invite le salarié à se pourvoir sur le fond aux prud'hommes.

La condamnation qui suivra est révoltante! Il est innommable que les prud'hommes décident de sanctionner le salarié pour procédure abusive. La plupart des conflits du travail n'arrivent même pas aux



prud'hommes, parce que les salariés savent intuitivement que les dés sont pipés. Ils se doutent que la procédure va durer et qu'il y a toutes les chances pour que la « justice du travail » ne fasse pas justice sociale puisqu'elle applique les lois d'un ordre économique et social fondamentalement injuste.

Ça veut dire qu'un salarié ne dispose d'aucun moyen institutionnel de faire respecter ses droits.

Ainsi, la décision des prud'hommes de Mont-de-Marsan invite tout simplement tous les salariés à défendre leurs droits humains fondamentaux, par l'action syndicale collective, directe et autogestionnaire sur le terrain, en dehors de toutes les causeries infructueuses. Ce qui, finalement, n'est peut-être pas une si mauvaise idée.

Les anarchistes landais
FA, CNT 40, CLEPS

ILKA SCHROEDER, la députée allemande des Verts, s'est exclamée à l'issue d'un vote bien décevant pour la protection des communications électroniques des citoyens de l'Union européenne: « C'est encore plus fort que la Stasi. »

Réunis pour approuver, en seconde lecture, une directive très attendue sur le traitement des données privées dans le secteur des télécommunications, les eurodéputés présent lors du vote ont accepté à 340 contre 150 et 4 abstentions d'inscrire dans la loi, le principe de la « rétention des données » à des fins de surveillance préventive des communications. Dans leur majorité (seuil fixé à 314 voix sur 625), les parlementaires n'ont pas suivi les recommandations d'une vingtaine d'ONG internationales et de 20 000 citoyens environ, qui ont envoyé fax, e mail et lettres au président du Parlement pour faire obstacle à cette mesure.

Le résultat d'aujourd'hui illustre un véritable retournement de position, puisqu'en première lecture (vote du 13 novembre 2001), le Parlement dans son ensemble s'était prononcé contre l'inscription du principe de la rétention des données dans la rédaction finale. Mais le Conseil des ministres de l'UE, sous la pression des services de sécurité nationaux et d'instances supranationales comme le G8, a exercé un chantage sur les deux groupes politiques les plus importants. Il les menaçait de faire passer le texte de loi en force. Résultat: Ana Palacio (PPE, conservateurs) et Elena Paciotti (PSE, sociaux-démocrates) ont, au nom de leurs groupes respectifs, accepté de signer un amendement en accord avec le Conseil.

En revanche, le fait que l'amendement sur la « rétention des données » ait été voté à part, dans une procédure dite de « split vote », permet de mieux connaître les affinités sécuritaires de chaque député. Quelques socialistes et conservateurs ont choisi de se ranger du côté de Marco Cappato, député radical italien et chef de file des derniers opposants; il est le rapporteur de cette directive, au nom de la commission des Libertés du Parlement.

Plus fort que la Stasi

À une grande majorité, les parlementaires européens ont adopté le 30 mai le principe de « la rétention des données » privées. Ce vote ouvre la

Au sein du groupe PSE, à l'issue du vote de ce matin, 22 députés sur 179 ont refusé le principe de la conservation des données (dont les Français Harlem Désir et Catherine Lalumière), alors que 2 se sont abstenus. Pour le groupe PPE, seulement 6 sur 232 ont refusé de respecter les consignes de vote de leur groupe (dont le député UDF Francis Decourrière), et on compte une abstention.

Par ailleurs, le groupe de centre droit ELDR, rassemblant 53 centristes et libéraux, est resté soudé derrière sa porte-parole, Sarah Ludford. Au nom des principes démocratiques, elle s'était opposée au coup de force du Conseil et à l'amendement Palacio-Paciotti, comme elle nous le déclarait mardi 28 mai. Le groupe ELDR a voté à la quasi-unanimité pour la position Cappato (51 pour et 2 contre).

Qu'entend-on par « rétention des données » ?

Il s'agit de collecter, d'enregistrer et de stocker toutes les traces de connexion que laisse un usager sur les réseaux de télécommunications. Qu'il s'agisse de téléphone fixe ou mobile, de moyens d'expression vocaux ou textuels, d'échanges de fichiers audio, textes ou vidéo, etc. Sont concernées également les traces de localisation d'un téléphone GSM (et bientôt UMTS...), permettant de suivre les déplacements physiques d'une seule et même personne. La liberté de circuler est donc menacée comme la liberté des correspondances. Le contenu des messages privés n'est pas concerné par cette mesure particulière, mais les défenseurs des libertés soulèvent que cette liste de « logs » rattachés à chaque individu peut s'avérer bien plus

voie à la surveillance générale et exploratoire des communications électroniques.

intrusive et compromettante pour son intimité qu'une simple écoute téléphonique. Par exemple, la liste des numéros de téléphone appelés ou appelants, d'un mobile ou d'un fixe, comme les adresses-email de messages reçus ou envoyés, tout cela est concerné...

De plus, cette surveillance s'effectue de manière « préventive » avant la moindre constatation d'infraction, sans qu'un juge d'instruction puisse en contrôler la finalité. Rien que pour les réseaux IP (Internet Protocol), les experts du G8 ont récemment dressé une liste des données de connexion pouvant être enregistrées. Cela va de la première connexion au réseau téléphonique jusqu'à la liste des fichiers téléchargés via FTP, des sites web visités ou des traces laissées dans les forums de chat. Nous ne sommes pas des numéros, juste une liste de logs...

Marcos

Source: liste discussions AC!



Les trente ans du journal « Graswurzelrevolution »

AMUENSTER en Allemagne, du 21 au 23 juin, se tiendra la fête anniversaire et le congrès du mensuel anarchiste non-violent de langue allemande

Le journal *Graswurzelrevolution*, GWR, exige une remise en cause fondamentale de la société commençant par l'abolition, par la base, de toutes les formes de violence et de domination.

En 1968 se créèrent les premiers groupes d'actions directes et non-violentes en Allemagne et dès 1972 ils purent s'exprimer et communiquer grâce au journal *GWR*, qui venait juste d'être fondé par un groupe particulièrement actif de militants révolutionnaires *Graswurzel*.

Le mouvement *Graswurzel* s'inspire des traditions libertaires suivantes: de l'anarchisme russe de Léon Tolstoï; du courant non-violent de l'anarcho-syndicalisme allemand des années vingt, avec Rudolf Rocker, Gustav Landauer, Milly Wittkop, Fritz Oerter et bien d'autres figures représentatives comme du pionnier autrichien de l'anarchisme non-violent, Pierre Ramus, et de son journal *Erkenntnis und Befreiung* (Reconnaissance et libération); de la tradition radicale antimilitariste des Pays-Bas, avec Clara Wichmann, Bart de Ligt, Henriette Roland-Holst, Arthur Müller-Lehning. Et d'autres encore comme: le mouvement anticolonialiste indien cristallisé autour de la personnalité de Mohandas K. Gandhi; le mouvement antiraciste pour les droits du citoyen en États-Unis, autour de Martin Luther King; de la tradition anarchiste et antimilitariste en langue français dès les écrits d'Étienne de La Boétie jusqu'au journal *Anarchisme et Non-Violence* (1965-1973); du comité des cents de l'Angleterre, remontant aux années soixante.

Ces groupes anarchistes non-violents participent dès leurs débuts aux combats sociaux, au mouvement antinucléaire et à la lutte contre les guerres. Ils eurent une influence déterminante en plusieurs occasions:

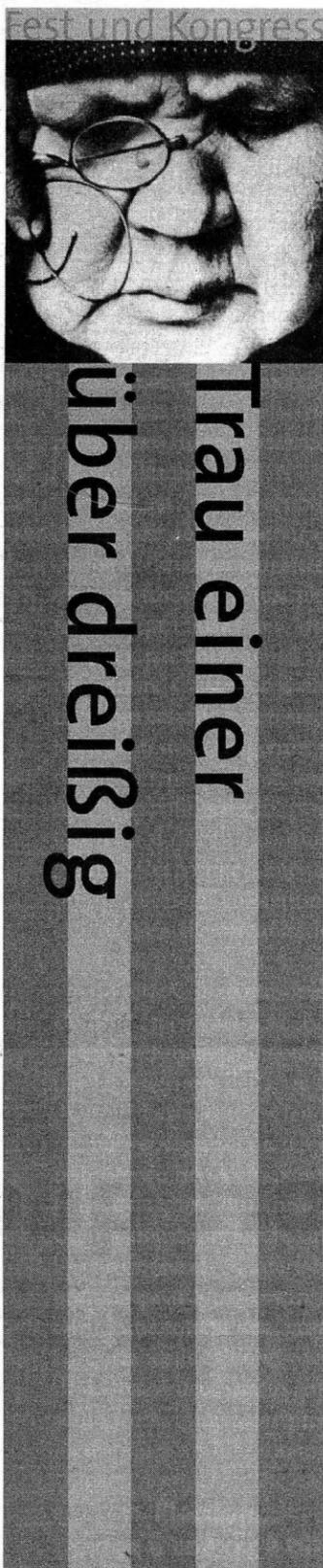
- en 1974, pendant l'occupation du terrain de construction d'une centrale nucléaire à Wyhl, au Sud de l'Allemagne.

- en 1980, pendant l'occupation des terrains de Gorleben, « La République Wendland libre », (destinés à recevoir divers déchets radioactifs).

- en 1983, lors du mouvement pour la paix pendant toutes les années quatre vingt dix, lors des luttes contre les transports nucléaires.

En outre, le mouvement révolutionnaire *Graswurzel* allemand soutient fortement, dans les années soixante-dix, les luttes des paysans et paysannes du Larzac. Enfin, en 1980 fut fondée la Fédération des groupes non-violents (dissolution de cette organisation libertaire 1997). Le journal *GWR* est dès la fondation membre de l'Internationale des résistants à la guerre.

**Graswurzelrevolution
1972 - 2002 ff.
Für eine gewaltfreie,
herrschaftslose Gesellschaft**



Le journal *GWR* est déjà en contact suivi avec *le Monde libertaire*, le bimestriel antimilitariste *le RIRE*, l'Atelier de création libertaire à Lyon, les bibliothèques du CIRA à Lausanne et Marseille et se réjouit de tout échange avec des groupes libertaires et non-violents français, (échanges qui peuvent avoir lieu en français).

À Muenster, ville au nord de la région Ruhr, du 21 au 23 juin se tiendront la fête et le congrès, pour l'anniversaire des trente années du mensuel *GWR*.

Lou Marin

Informations et participation
au congrès à Muenster:

Redaktion *Graswurzelrevolution*

Breul 43

D-48143 Muenster

Tél: 0049251/2948057

E-mail: redaktion@graswurzel.net

Ici aussi, pour les amateurs d'allemand, il est possible d'obtenir le *GWR* en s'adressant à la rédaction. Un abonnement hors du territoire allemand revient à 35 euros.

L'INITIATIVE anarchiste (IAS) est une organisation anarchiste, plutôt anarcho-syndicaliste dont les buts sont la lutte sociale et la propagande. Nous luttons pour une société basée sur la liberté individuelle, l'égalité, la solidarité et l'aide mutuelle, une société sans forme de répression, de hiérarchie ou d'autorité d'humains sur d'autres humains. Nous croyons que la réalisation de nos idées exige pour nous de renoncer à toutes les formes de l'organisation autoritaire. Pour cette raison, nous sommes fédéré(e)s selon des principes de démocratie directe non-hiérarchique dans nos lieux de travail, dans nos établissements éducatifs, et généralement dans tous les endroits où nous sommes humiliés et exploités.

Le monde est divisé en deux classes: la classe des exploités/exploiteuses et la classe des exploités; c'est pourquoi nous considérons tous ceux et celles qui veulent maintenir ce statu quo comme ennemi(e)s de la liberté. Dans notre combat pour une société

sans classes, nous luttons contre l'État - contre la structure dont le seul but est la protection des intérêts des classes régnautes et des relations sociales capitalistes, dans lesquelles le capitaliste vit de son profit généré par le travail des ouvrier(e)s. De toute façon, notre lutte comprend également le combat contre toutes les conséquences négatives d'une telle société: toutes les formes de nationalisme, de discriminations racistes et de genre, aussi bien que la discrimination basée sur la préférence sexuelle; nous luttons également contre l'Église - l'institution qui secrète son conservatisme et sa haine de la liberté.

Il est clair pour nous que la réalisation de notre but exige la libération de la classe ouvrière et de tous les individu(e)s qui la composent, l'abolition de l'État et du système capitaliste. Ceci est en opposition complète avec

les intérêts des petits politiciens et des patrons, et pour cette raison - en ne comptant pas que sur les luttes journalières pour l'amélioration des conditions de travail dans nos lieux de travail - nous sommes conscients de la nécessité d'une rupture radicale avec la société actuelle et de la nécessité du changement révolutionnaire.

International
Secretary of IAS

is@inicijativa.org

Traduit par les relations
internationales de la Fédération
anarchiste (France et
Belgique), 145, rue Amelot,
75011 Paris.

E-mail: relations-internationales@federation-anarchiste.org

De Séville à Paris Aucun être humain n'est illégal!

DEPUIS LE 10 JUIN, environ 400 immigrés, sans-papiers, sont rassemblés dans les locaux de l'université Olavide de Séville pour exiger leur régularisation. Ces ouvriers, venus comme chaque année pour la cueillette des fraises de Huelva, n'ont pu trouver beaucoup de travail en raison d'accords administratifs permettant aux patrons espagnols d'aller chercher de la main d'œuvre en Europe de l'Est. Ainsi, ces ouvriers agricoles en provenance de l'Afrique subsaharienne, n'ont été employés que lorsque les ouvriers originaires de l'Est se reposaient. Les conditions de vie sont connues: heures supplémentaires, mauvaises conditions de travail, vivant sous des tentes de plastique et nourris parfois grâce aux services sociaux, certaines personnes présentent des troubles de santé de malnutrition.

L'occupation est pacifique; et dès le 12 juin, malgré la présence massive des forces de police qui ceinturent le campus et qui ont arrêtés des sans-papiers qui approchaient, d'autres ouvriers de la région sont parvenus jusqu'aux locaux occupés. Ils étaient ainsi jusqu'à 575 ouvriers à être rassemblés. L'occupation est illimitée, les revendications sont claires: des papiers pour tous, des droits pour tous.

Bien entendu, cette action qui a lieu à Séville et à quelques jours de la tenue du Sommet européen est un signal fort envoyé aux décideurs politiques et à leurs lois restrictives, qui favorisent l'exploitation et brident la liberté de circulation. L'Espagne, en raison de sa proximité avec l'Afrique, a une place à part dans le dispositif de l'Europe forteresse. Le gouvernement Aznar a fait voter il y a un an une loi sur l'immigration qui vise les sources africaines et sud-américaines des exodes de la misère. Mais les luttes et les mobilisations restent vives; des jeunes de solidarité avec les immigrés avaient eu lieu les 24 et 25 mai, à Barcelone. Déjà, des appels à rejoindre le mouvement de Séville sont lancés par des collectifs qui proposent d'organiser des occupations à travers tout le pays. Mais aussi de rejoindre la mobilisation du 20 juin, ce qui dénote une grande cohérence et un souci de ne pas isoler les luttes des unes des autres. Cette journée sera marquée en Espagne par un appel à la grève générale lancé par divers syndicats du pays. Cela devrait être un moment fort de mobilisations, juste avant le sommet européen: à Madrid par exemple, on assistera à une mobilisation et manifestation unitaire de la CNT, la CGT, Solidaridad Obrera les trois organisations espagnoles qui se réclament de l'anarcho-syndicalisme.

Relations internationales FA

LA RÉPUBLIQUE est faite de rouages bien huilés qui amènent à dates convenues et à intervalles réguliers à se déplacer pour « aller voter ». Il semble que de longues logorrhées qui évitent soigneusement les sujets « à risques » doivent nous satisfaire en tant que débat de société. La classe politique débat en cercle fermé et restreint, trie soigneusement les citoyen(ne)s qui pourront leur adresser une question. Mais voilà que le rouage se grippe, que l'affolement gagne et que chaque voix compte, celle de chaque homme, mais aussi de chaque femme. La République serait en danger, la démocratie avec et l'électeur et l'électrice responsables... du traumatisme de la classe politique.

Quel est l'intérêt d'une grille de lecture féministe? Et bien d'abord, l'engagement direct: la lutte contre le patriarcat n'est pas un concept éthéré, une lutte qui se mène par correspondance ou délégation. C'est une lutte politique qui conduit à s'engager plus loin qu'un vote, qui permet de lire différemment les « programmes » des partis politiques. Elle souligne l'influence des rôles sociaux de genre sur les comportements électoraux et sur la conception des candidat(e)s de l'organisation de la société.

En effet, le comportement électoral est empreint de décisions historiques mais aussi commandé par les exigences de la vie quotidienne. Les élections en elles-mêmes obéissent à un certain nombre de règles dont on peut penser qu'elles sont misogynes. Cette misogynie galopante aveugle les partis et rend caduque leur proposition pour lutter contre l'insécurité qui touche les femmes y compris celles d'une extrême droite baudruche qui se gonfle et se dégonfle au gré des pressions médiatiques sur l'électorat.

Élection... piège à con ou à bites?

Qu'est-ce qu'élire concrètement: se pointer à l'école du quartier, prendre les bulletins, aller dans l'isoloir, mettre un bulletin dans l'enveloppe, faire la queue près des urnes (au milieu des burnes), donner sa carte d'identité, sa carte d'électeur, glisser le bulletin dans l'urne et c'est tout.

Oui, mais si on a toujours vu sa mère rester à la maison parce qu'il y a plus important à faire? Oui, mais si on maîtrise mal le nom des hommes politiques parce qu'on fait le ménage, la vaisselle, les devoirs avec les enfants, le repassage pendant qu'ils causent à la télé et qu'on les mélange? Oui, mais justement, on est toute seule pour contrer toute influence alors que d'habitude, quelqu'un d'autre pense pour nous ce qui serait mieux et qu'on aimerait bien demander si on fait « comme il faut »? Il ne s'agit pas de dénigrer les femmes: il s'agit

La démocratie expliquée à ma femme:

« C'est à vous ce joli bulletin de vote-là? »

de montrer les ravages que produisent sur une personnalité le manque d'estime de soi et le maintien dans l'ignorance.

Et puis élire qui et pourquoi? Les professions de foi sont destinées aux hommes. Pour être sur le terrain, nous savons bien que les femmes sont toujours prises par des problèmes de garde d'enfant, d'alimentation de la famille, d'entretien du domestique etc. Ces problèmes leur bouffent le quotidien et la capacité de s'intéresser à autres choses. Je n'ai jamais vu dans les programmes ce que je vois dans les tracts féministes depuis des dizaines d'années: équipement collectif en matière de garde d'enfant, en matière de restauration de la famille, en matière d'entretien (machine à laver le linge, la vaisselle, matériel de nettoyage des surfaces efficace et non polluant), accès libre et gratuit à la contraception et à l'avortement, formation professionnelle continue.

Non seulement la classe politique fait des propositions de programme inadéquates, mais les candidatures aussi sont inadéquates. Les partis politiques ont préféré bafouer la loi sur la parité et payer (avec nos deniers!!!) les amendes pour non présentation d'un nombre suffisant de femmes sur les listes. Régulièrement les responsables politiques sont atteints de cécité sexuée et ne « voient » pas les femmes de leur parti sous leurs yeux de même qu'ils ne voient pas ce qui intéressent les femmes.

À croire qu'ils ne voient même pas la leur car même si « madame » est en général à l'abri de tous soucis financiers et délègue les attributions domestiques, elle est tout autant soumise à la dictature de la préoccupation mentale constante « Qu'est-ce qu'on va manger ce soir? Qu'est-ce que les enfants vont mettre demain? Comment organiser le dîner pour qu'il lui soit profitable pour sa carrière? Est-ce qu'il m'aime? Est-ce qu'il va prendre une maîtresse si je grossis encore? Est-ce que mes vêtements cachent bien les hématomes qu'il a fait sur mon corps? etc. ». Un véritable fil continu de questions, d'angoisses et de « mémos » spécifiques au quotidien de chaque femme habite en permanence sa tête bien loin de toute préoccupation politique « classique » et fait de la politique une affaire d'hommes.

Face aux rares femmes qui s'y risquent, les journalistes n'ou-

blient jamais de maintenir le débat à un niveau « politique ». Comme par exemple, cette interview de Tobira: le journaliste « est-ce que le fait d'être belle est un avantage pour vous? » Réponse de Tobira: « Je ne vois pas l'intérêt d'une telle question que vous n'auriez pas posé à un homme ».

« Digne de monter sur l'échafaud mais pas d'aller voter »

Attribué à Olympe de Gouge sur l'échafaud en 1793, cette dernière provocation rappelle qu'à l'instar de la pilule et du droit d'ouvrir un compte en banque seule, le droit de participer aux élections et d'être élue, est un droit qu'il a fallu arracher de vive lutte et sous les quolibets et sarcasmes.

De très intéressantes formules ont pourtant tenté de faire diversion entre les deux guerres: vote familial (le père de famille aurait voté en tenant compte de la mère et des enfants) ou vote des morts (après la boucherie de la Première Guerre mondiale, les veuves de guerre auraient pu avoir le droit de vote pour remplacer le valeureux combattant mort).

En France, les femmes ont pu voter et être élues pour la première fois en 1947. Elles étaient plus nombreuses dans cette première assemblée qu'elles ne l'ont

été par la suite. Aujourd'hui, par la proportion de femmes élues, la France se classe au 59^e rang mondial. Quant au gouvernement qui compte une ministre « chienne de garde », il a supprimé le secrétariat du droit des femmes.

On a beaucoup parlé de la double journée des femmes; on peut aussi se dire que là où une certaine partie de l'électorat a le temps d'aller au bistrot, à la pêche ou à l'isoloir, une autre partie a surtout le temps de mettre la maison en ordre, d'aller s'occuper des parents âgés, de préparer le repas dominical etc. De fait, les moins de 35 sont ceux ou celles qui forment le gros du bataillon des abstentionnistes. Même si l'âge moyen de la première grossesse recule, c'est dans cette tranche d'âge que les femmes disparaissent sous les mères.

Réconfort du travailleur, soin du mari et des enfants, repos du guerrier

Depuis « Travail - Famille - Patrie », l'extrême droite n'a jamais trouvé mieux et la droite le lui jalouse. D'ailleurs la tombe de Philippe Pétain, sur l'île d'Yeu, est fleurie avec constance en l'honneur du vainqueur de Verdun (362.000 blessés et morts côté français, un peu moins côté allemand) et du chef de l'État français (qui a devancé l'ordre nazi de livrer

des familles juives entre autres).

Parfait, tout va bien, on reste figé avec un modèle social qui date des 30 premières années du XX^e siècle (souvenez-vous, ça y est, on est dans le XXI^e siècle). Sauf que...

Aujourd'hui la famille est monoparentale ou recomposée, ça veut dire que la figure du « bon père de famille » a pris un sérieux coup dans l'aile et celle du patriarcat est assimilée à l'époque de l'écriture à la plume d'oie. Ça veut aussi dire que ce sont majoritairement des femmes qui courent après le fric (85 % des pères ne payent plus la pension alimentaire au bout de deux ans, quant aux visites...) et à qui on explique que l'insécurité sera combattue grâce à l'autorité paternelle. Ces femmes dont l'espace de la maison est envahi par la violence et le terrorisme domestique d'un homme: une sur dix en France. Ces femmes qui connaissent leurs agresseurs dans 90 % des cas de viols car c'est un proche et à qui on ne propose que de mettre leur vie en accusation pendant un procès qui débouchera peut-être sur une peine de prison dévastatrice pour l'agresseur mais qui ne répare en rien le dommage quasi irréparable qui a été fait à la victime.

Quand à la patrie, elle n'est aujourd'hui plus en danger qu'à travers la menace diffuse du terrorisme contre laquelle les armées ne peuvent rien. Par contre, les militaires sont envoyés en mission de pacification aux quatre coins du globe pénétrant par la force territoire et corps des femmes. Et aux quatre coins du globe, les hommes sont faits prisonniers et les femmes prostituées.

Face à ce mépris, cette négligence de ce qu'est notre quotidien et des actions à entreprendre sur le long terme, nous ne pouvons pas attendre que ces gens qui nous utilisent, améliorent un quotidien qu'ils ont choisi d'ignorer. Face à une tâche d'éducation immense (au respect d'autrui, à la santé, à la participation à la chose publique etc.), nous avons choisi la constitution en groupe actif, l'autogestion collective des structures qui nous facilitent la vie individuelle, l'engagement à s'occuper soi-même de ses affaires, à vivre notre liberté respectueusement de la liberté d'autrui.

Olympe



Suffragette

Accor et à cris

L'ENTREPRISE de nettoyage Arcade compte quelque 3500 employés et se charge de la plus grande partie des hôtels du groupe Accor en France. Le groupe compte près de 3000 hôtels dans le monde entier, connus sous des noms divers.

Nettoyer 20 chambres en 5 heures sinon rien

Les employés sont embauchés à temps partiel (5 heures par jour, qui comprennent le temps nécessaire pour enfiler les vêtements de travail et préparer les chariots) et ils doivent respecter un rythme de 3,2 à 4 chambres à l'heure, selon le niveau de l'hôtel. Le comptage du temps de travail dépend de cette cadence : si, à la fin du mois, le rythme a été respecté, les employés reçoivent la paie convenue. S'ils ont dépassé le nombre d'heures prévues, ce temps ne leur est pas compté. En revanche, si le nombre de chambres est inférieur à ce nombre, les heures faites sont comptabilisées comme des absences. Il s'agit là, évidemment, d'une situation insupportable qui a conduit quelques employés à réagir.

table qui a conduit quelques employés à réagir.

La grève à Arcade a commencé le 7 mars, lancée par 37 personnes qui travaillaient dans des hôtels de la région parisienne et se connaissaient entre elles. La participation est restée relativement stationnaire au cours des trois mois suivants, avec une tendance à la diminution du nombre des grévistes.

Le chantage et les pressions de la direction, d'un côté, le bas niveau des salaires et la situation économiquement difficile des grévistes, de l'autre, expliquent cette tendance. Il est d'autant plus intéressant de relever qu'un « noyau dur » a tout de même réussi à tenir, en donnant peu à peu la possibilité à un réseau de solidarité de commencer à fonctionner. Évidemment, le premier problème est celui de la solidarité avec les grévistes : jusqu'à présent, c'est principalement le syndicat SUD qui leur a assuré une aide financière, mais des collectes faites au moment des actions menées devant les hôtels et en d'autres lieux ainsi que des fêtes de solidarité ont permis à l'argent de commencer à affluer.

Pour beaucoup de groupes d'extrême gauche, cette lutte revêt un caractère symbolique, étant donné que le personnel de ces entreprises est surexploité. Composé essentiellement de femmes, originaires du tiers-monde pour la plupart et souvent sans papiers, il se trouve dans une situation particulièrement vulnérable, puisqu'il s'agit de travailleurs qui, dans l'ensemble, ne savent ni lire ni écrire et peuvent difficilement s'opposer aux abus de la hiérarchie.

Une Arcade peu sourcilieuse, un Accor négrier

Pour le moment, la lutte a revêtu des formes classiques, comme le blocage des hôtels, mais elles ont dû être abandonnées parce que le groupe Accor a demandé à la justice la levée des piquets et a porté plainte contre les salariés responsables. C'est ici que la présence d'un comité de soutien devient

indispensable parce que ses membres peuvent mener des actions qui sont interdites aux employés.

Salir Accor pour mieux l'obliger à négocier

Après une première phase où nous avons essayé de toucher directement les groupes Accor et Arcade au portefeuille, nous sommes en train de nous orienter vers des actions qui visent plutôt l'image d'Accor, en le présentant comme un groupe de négriers et en mobilisant les énergies des clients, tant en France qu'à l'étranger, actions qui pourront avoir aussi des effets à moyen terme sur le chiffre d'affaires du groupe.

L'objectif est de faire comprendre à Accor que la conduite adoptée jusqu'ici par le groupe

face au conflit – qui tend à laisser pourrir la grève en évitant une négociation sérieuse – le mène dans une impasse et peut porter de graves préjudices à ses intérêts.

C'est pourquoi nous souhaiterions que la solidarité sur le plan international commence à fonctionner et que des initiatives soient prises à l'encontre de ce groupe dans plusieurs pays européens. Une des choses les plus simples et les plus rapides qu'on peut faire est d'envoyer des messages de protestations (et aussi de solidarité avec les grévistes) à l'adresse du groupe Accor, en vous inspirant du tract qui suit.

Nous comptons donc sur votre solidarité.

G. Soriano

du Collectif de solidarité avec les grévistes d'Arcade



Pour en finir avec l'esclavage !

Ce tract dont il est fait mention dans l'article ci-dessus a été rédigé par le collectif de solidarité avec les salariés d'Arcade en grève.

La rédaction

SOLIDARITÉ avec les salariées grévistes d'Arcade ! Arcade est une société pratiquement inconnue. Pourtant, elle intervient en tant que sous-



traitant dans la majorité des hôtels français du groupe ACCOR (Atria, Coralia, Etap, Formule 1, Frantour, Ibis, Libertel, Mercure, Motel 6, Novotel, Parthenon, Sofitel, Thalassa...). Ce sont en effet ses salariés qui assurent le nettoyage des chambres. Il s'agit surtout de femmes venues du tiers monde, sachant souvent à peine lire ou écrire, parfois sans papiers, et donc particulièrement faibles face aux exploitateurs qui les embauchent.

Officiellement ces femmes sont payées 7,16 euros brut l'heure, soit à peine plus que le Smic. Dans les faits, en leur imposant un système de quotas, on les soumet au travail aux pièces. On leur attribue un nombre déterminé de chambres à nettoyer, sur la base de 17 minutes de travail par chambre, mais si elles dépassent ce temps – chose d'autant plus inévitable que les contrôles sont incessants – le temps de travail supplémentaire n'est pas payé. Quand il n'y a pas de travail, elles sont déclarées en heures d'absence. Les contrats sont des temps partiels imposés, mais dans la pratique elles travaillent plus de 35 heures.

Arcade pensait avoir embauché un personnel taillable et corvéable à merci, car

dans l'incapacité de se défendre (pas toujours en règle question papiers, connaissant mal le droit, parlant peu le français) et ne se privait pas de les pressurer comme des citrons, avant de s'en débarrasser dès que la fatigue accumulée et les maladies de la colonne vertébrale les avaient usées. Cela évidemment avec la complicité active du groupe ACCOR, qui réduit ses coûts en imposant des conditions drastiques aux sous-traitants.

Mais depuis le 7 mars une partie d'entre elles se sont mises en grève et ont mené un certain nombre d'actions contre les directions d'Arcade et d'ACCOR pour revendiquer des conditions de travail normales et des salaires décents. Leurs revendications sont les suivantes :

- une prime de fin d'année de 305 euros pour tous
- l'arrêt des menaces et des pressions sur le personnel et le respect des horaires prévus dans les contrats
- les contrats à temps complet pour tous les salariés (151 heures)
- l'annulation des sanctions contre le personnel et notamment des 8 licenciements

– une réduction des cadences de travail à 2,5 chambres pour les 3 étoiles et 3 pour les 2 étoiles.

Jusqu'à-là, dans leur secteur d'activité, le seul syndicat SUD les a soutenues, mais la solidarité s'organise.

Aidez-les à gagner contre ces négriers modernes. Ne dormez pas dans un hôtel du groupe ACCOR. Faites connaître autour de vous, dans votre pays, ce qui se passe aujourd'hui au cœur de la riche Europe.

Protestez auprès de l'accueil et de la direction de votre hôtel ; écrivez-leur en exprimant votre opposition à ces formes d'exploitation et votre solidarité envers la lutte des salariées d'Arcade.

Collectif de solidarité avec les salariés d'Arcade en grève

Contact : 01 42 43 35 75 ou bien : sud-rail@wanadoo.fr – Chèques à l'ordre de Sud Propreté et services, à envoyer à Sud Rail, 17, boulevard de la Libération, 93 200 Saint-Denis, en indiquant au dos du chèque : « grève Arcade »

Des nouvelles de la grève sur le site : <http://www.ras.eu.org/arcades>



РАБОЧИЙ

Ouvrier

Le système des soviets ou la dictature du prolétariat ?

Rudolf Rocker (1873–1952)

VOUS CROYEZ peut-être que dans ce titre il y a un lapsus, que le système des soviets et la dictature ne sont qu'une seule et même chose ? Non, ce sont là deux notions bien différentes qui, loin de se compléter, s'excluent mutuellement. Seule une malsaine logique de parti peut admettre une fusion là où en réalité il existe une opposition très nette.

L'idée des « soviets » est une expression définie de ce que nous entendons par la révolution sociale ; elle correspond à la partie constructive tout entière du socialisme. L'idée de la dictature est d'origine purement bourgeoise et n'a rien de commun avec le socialisme.

On peut artificiellement rattacher ces deux notions l'une à l'autre, mais le résultat ne sera jamais qu'une caricature de l'idée originelle des soviets, portant préjudice à l'idée fondamentale du socialisme.

L'idée des soviets n'est nullement une idée nouvelle, née de la Révolution russe, comme on le croit souvent. Elle est née au sein de l'aile la plus avancée du mouvement ouvrier européen, au moment où la classe ouvrière sortait de la chrysalide du radicalisme bourgeois pour voler de ses propres ailes. C'était le moment où l'Association internationale des travailleurs a fait sa grande tentative de grouper en une seule vaste union les ouvriers des différents pays et de leur ouvrir le chemin de l'émancipation. Bien que l'Internationale ait eu surtout le caractère d'une vaste organisation d'unions professionnelles, ses statuts étaient rédigés de façon à permettre à toutes les tendances socialistes de l'époque de prendre place dans ses rangs, pourvu qu'elles fussent d'accord sur le but final.

Les idées de la grande Association étaient loin d'avoir, au début, la clarté et l'expression définie qu'elles ont acquises tout naturellement au congrès de Genève, en 1866 et de Lausanne, en 1867. Mais plus l'Internationale devenait mûre intérieure-

ment et plus elle s'étendait comme organisation de combat, plus nettes devenaient les idées de ses adeptes. L'action pratique dans la lutte quotidienne entre le capital et le travail conduisait, par elle-même, à une intelligence plus profonde des principes fondamentaux.

Après que le congrès de Bruxelles (1868) se fût prononcé pour la propriété collective du sol, du sous-sol et des instruments du travail, une base fut créée pour le développement ultérieur de l'Internationale.

Au congrès de Bâle, en 1869, l'évolution intérieure de la grande association ouvrière atteint son point culminant. À côté de la question du sol et du sous-sol dont le Congrès s'occupa à nouveau, c'est surtout la question des unions ouvrières qui fut mise en avant.

Anarchiste

АНАРХИСТ

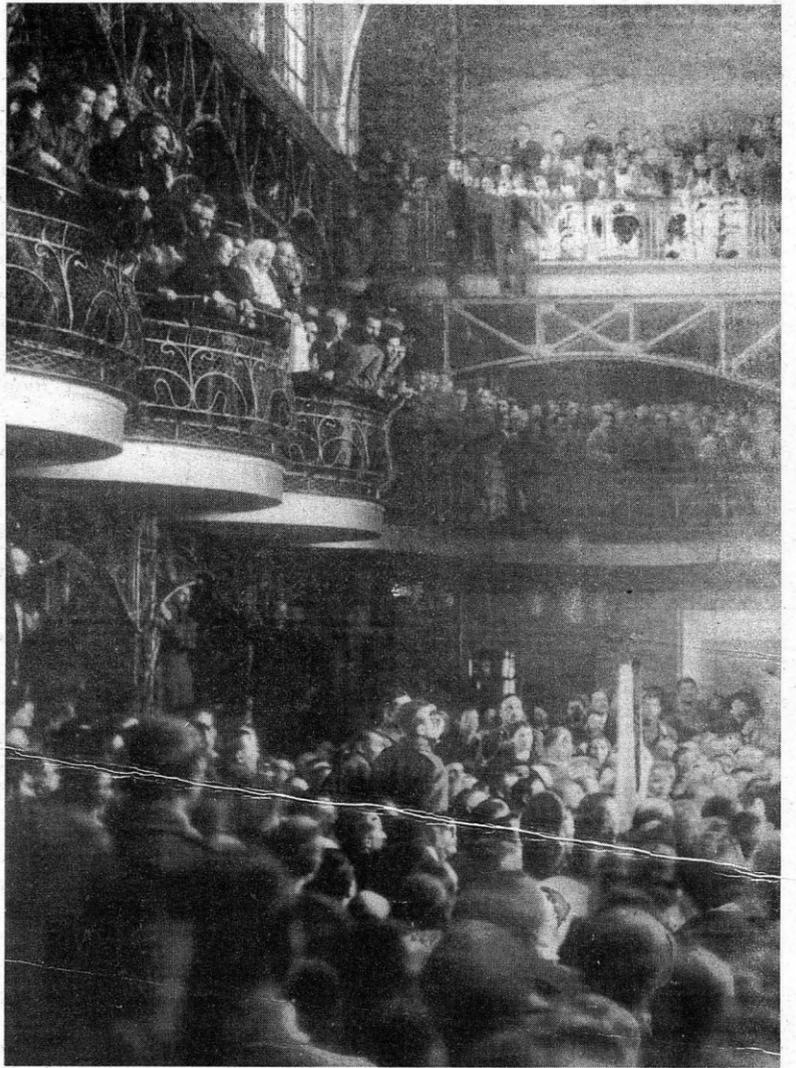


Un rapport sur cette question, présenté par le Belge Hins, et ses amis, provoqua un très vif intérêt ; les tâches qui incombent aux unions ouvrières et l'importance que celles-ci présentent, furent là, pour la première fois, exposées à un point de vue entièrement nouveau, ressemblant jusqu'à un certain point aux idées de Robert Owen. On proclama clairement et nettement à Bâle que l'union professionnelle, la Trade-Union, n'est pas une organisation ordinaire et transitoire n'ayant de raison d'être qu'au sein de la société

capitaliste et devant disparaître avec elle. Le point de vue du socialisme étatiste, qui pense que l'action des unions ouvrières doit se borner à une amélioration des conditions d'existence des ouvriers, dans les limites du salariat, et que là finit sa tâche, ce point de vue se trouva radicalement modifié.

Le rapport de Hins et de ses camarades montra que les organisations de lutte économique ouvrière doivent être considérées comme des cellules de la future société socialiste et que la tâche de l'Internationale est d'éduquer ces organisations pour les rendre capables de remplir leur mission historique. Le congrès adopta ce point de vue ; mais nous savons aujourd'hui que beaucoup de délégués, surtout parmi les représentants des organisations ouvrières allemandes, ne voulurent jamais exécuter ce que cette résolution impliquait.

Après le congrès de Bâle, et surtout après la guerre de 1870, qui a aiguillé le mouvement social européen dans une voie absolument différente, deux tendances se firent nettement jour au sein de l'Internationale, tendances devenues par la suite en opposition nette entre elles et ayant amené une scission dans l'Association. On a voulu réduire ces luttes intérieures à des querelles purement personnelles, surtout à la « rivalité » entre Michel Bakounine et Karl Marx et le Conseil Général de Londres. Rien n'est plus faux et moins fondé que cette idée qui procède d'une ignorance complète des faits. Certes, les considérations personnelles ont joué dans ces luttes un certain rôle, comme il arrive presque toujours en pareil cas. Ce sont surtout Marx et Engels qui ont fait dans leurs attaques contre Bakounine tout ce qui est humainement possible ; un fait que le biographe de Marx, Franz Mehring lui-même, n'a pas pu passer sous silence. Mais ce serait là une grave erreur que de voir, dans ces fâcheuses



querelles, la vraie cause de la grande opposition entre ces hommes. Il s'agissait là, en réalité, de deux conceptions différentes du socialisme et surtout des chemins qui doivent y conduire. Marx et Bakounine ont été simplement les plus marquants dans cette lutte pour des principes fondamentaux ; mais le conflit lui-même se serait produit également sans eux. Car ce n'était pas là une opposition entre deux personnes, mais une opposition entre des courants d'idées, qui avait et qui garde encore son importance jusqu'à présent.

Les ouvriers des pays latins, où l'Internationale a trouvé son principal appui, ont développé leur mouvement en partant des organisations de lutte économique. L'État n'était, à leurs yeux, que l'agent politique et le défenseur des classes possédantes ; aussi visaient-ils non plus à la conquête de la puissance politique, mais à la suppression de l'État et de tout pouvoir politique, sous quelque forme que ce fût, car ils n'y voyaient jamais qu'un prélude à la tyrannie et à l'exploitation. Aussi ne voulaient-ils pas imiter la bourgeoisie, en fondant un nouveau parti politique, origine d'une nouvelle classe de politiciens professionnels. Leur but était de s'emparer des machines, de l'industrie, du sol et du sous-sol ; ils prévoyaient très bien que ce but les séparait complètement des politiciens radicaux bourgeois, qui sacrifient tout à la conquête du pouvoir politique. Ils ont compris qu'avec le monopole de la possession doit tomber aussi le monopole de la puissance ; que la vie tout entière

de la société future doit être fondée sur des bases entièrement nouvelles. En partant de l'idée que la « domination de l'homme sur l'homme » a fait son temps, ils ont cherché à se pénétrer de l'idée de l'« administration des choses ». À la politique des partis au sein de l'État, ils ont substitué une politique économique du travail. Ils ont compris que la réorganisation de la société dans un sens socialiste doit être réalisée dans l'industrie même, et c'est de cette notion qu'est née l'idée des « conseils » (soviets).

Ces idées de l'aile anti-autoritaire de l'Internationale ont été approfondies et développées, d'une façon particulièrement claire et précise, dans les Congrès de la Federación del trabajo espagnole. C'est là qu'on a introduit les termes de *buntos* et de *consejos del trabajo* (« Communes ouvrières » et « Conseils ouvriers »).

Les socialistes libertaires de l'Internationale ont bien compris que le socialisme ne peut pas être dicté par un gouvernement, mais doit se développer d'une façon organique de bas en haut ; ils ont compris que ce sont les ouvriers eux-mêmes qui doivent prendre en main l'organisation de la production et de la consommation. Et, cette idée, ils l'ont opposée au socialisme d'État des politiciens parlementaires.

Au cours des années qui ont suivi, des persécutions féroces ont eu lieu contre le mouvement ouvrier dans les pays latins ; le point de départ a été donné par l'écrasement en France de la Commune de Paris ; ensuite, les répressions se sont étendues à

Suite page 10

Le système des soviets ou la dictature du prolétariat ?

Suite de la page 9

l'Espagne et à l'Italie. L'idée des « Conseils » s'est trouvée repoussée au second plan, car toute propagande ouverte était poursuivie, et dans les gouvernements secrets que les ouvriers ont dû former, ils étaient obligés d'employer toutes leurs forces à combattre la réaction et défendre ses victimes.

Le syndicalisme révolutionnaire et l'idée des conseils

Le développement du syndicalisme révolutionnaire a réveillé cette idée, l'a appelée à une nouvelle.

Pendant l'époque la plus active du syndicalisme révolutionnaire français, de 1900 à 1907, l'idée des conseils a été développée sous sa forme la plus claire et la plus définie.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur les écrits de Pouget, Griffuelhes, Monatte, Yvetot et bien d'autres encore, pour se convaincre que ni en Russie ni ailleurs, l'idée des conseils ne s'est enrichie, depuis, d'aucun élément nouveau que les propagandistes du syndicalisme révolutionnaire n'aient formulé quinze ou vingt ans auparavant.

Pendant ce temps, les partis ouvriers socialistes repoussaient absolument l'idée des conseils; la grande majorité de ceux qui en sont maintenant les partisans décidés, en Allemagne surtout, considéraient à cette époque avec le plus grand mépris, cette nouvelle utopie. Lénine lui-même déclarait, en 1905, au président du conseil des délégués ouvriers de Pétersbourg, que le système des conseils est une institution surannée, avec laquelle son parti



КРЕСТЬЯНИН

Paysan

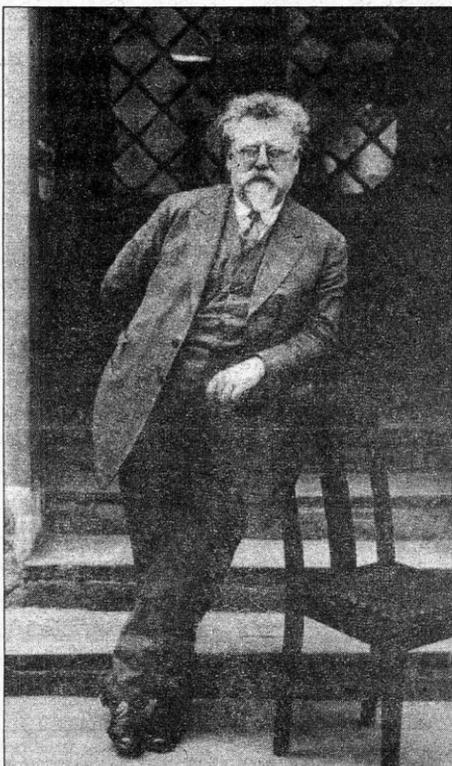
ne peut rien avoir de commun.

Or, cette conception des conseils dont l'honneur revient aux socialistes révolutionnaires, marque le moment le plus important et constitue la pierre angulaire de tout le mouvement ouvrier international. Nous devons ajouter que le système des Conseils est la seule institution susceptible de conduire à la réalisation du socialisme, car toute autre voie serait erronée. L'« utopie » s'est montrée plus forte que la « science ».

Il est incontestable aussi que l'idée des conseils découle logiquement de la conception d'un socialisme libertaire, qui s'est lentement développé au sein du mouvement ouvrier, en opposition avec celle de l'Etat et avec toutes les traditions de l'idéologie bourgeoise.

Rudolf Rocker

In Freie Arbeiterstimme de New York, organe anarchiste juif, numéro du 15 mai 1920,



Rocker et une chaise.

DANS la nuit du 29 au 30 mai à Gasny, en Normandie, le hangar du distributeur éditeur Les Belles lettres a été entièrement détruit par un incendie. Deux à trois millions de livres sont partis en fumée, mais surtout certaines petites maison d'édition ne se relèveront peut-être jamais de cette catastrophe. Parmi elles Agone, dont la totalité du stock a disparu.

Agone ne doit pas disparaître !

D'abord revue, depuis 1990, Agone devient en 1998 une maison d'édition dont la ligne éditoriale est clairement définie: apporter des éléments de réflexion sur les thèmes qui agitent notre présent, nourrir d'analyses et de critiques argumentées les débats sur nos choix de société. Édition indépendante et engagée, qui, au travers de plusieurs collections, couvre les champs de la philosophie contemporaine, des

Agone brûle... Appel à soutien

réimprimés avant septembre octobre.

Agone

BP 2326, 13213, Marseille CEDEX 02.

Par chèque à l'ordre d'Agone

Par virement sur notre compte

CCP: Établissement 20041

Guichet 01008.

Compte 0880645M029

clé RIB: 38-Marseille

Un page d'information sera régulièrement mise à jour sur notre site: www.atheles.org/agone

sciences sociales et de la politique, de l'histoire des luttes, de la littérature. À l'heure qu'il est, les éditions Agone n'ont plus de livres disponibles!

Il faut qu'une partie des fonds soit reconstituée au plus vite, car les libraires ne doivent pas se trouver en rupture de stock. La poursuite du projet des éditions Agone est dépendante de la distribution et de la vente de ses livres.

Participation et soutien

Dans un premier temps, six titres sont en réimpression, échelonnés de juillet à septembre prochain. Vous pouvez nous soutenir en envoyant vos chèques de souscription (pré-achat port compris, 10 % de remise sur le prix de vente à parution). Certains titres seront réactualisés et revus; ils ne seront donc pas



Charlatans, loufoques et gourous

Fads and fallacies in the name of science [Manies et erreurs au nom de la science] de Martin Gardner, deuxième édition, Dover.

LES CHARLATANS, loufoques ou gourous n'ont pas attendu 1952 – la première édition de ce livre aux États-Unis – pour tromper, épater ou voler l'ignorant ou le crédule. En effet, *Fads and fallacies* expose plus d'une trentaine de théories et de théoriciens tous plus étranges les uns que les autres. Le livre s'attaque bien évidemment aux théories douteuses et sait reconnaître la valeur d'un écrit au cas où l'auteur n'a pas écrit que des âneries.

Les théories se veulent scientifiques, et « donc » vraies, mais elles n'en ont que rarement la démarche, ne parlons même pas des résultats. Elles sont très souvent « holistes », c'est-à-dire que tout est dans tout, que toute démarche réductionniste est vouée à l'échec et que toute étude sérieuse nécessite de tout considérer dans son ensemble, et non pas séparément. C'est le royaume du flou, de l'approximation, des platitudes et du n'importe quoi. Elles sont scientistes, leur « science » a vocation de s'occuper même de ce qui ne la concerne pas. Elles ont aussi réponse à tout, au moins dans leur domaine, même aux faits les contredisant: la réponse est un raisonnement circulaire et qui ne remet pas en cause la parole ou l'écrit du théoricien. Les théories psychologiques peuvent aider temporairement et au premier contact un individu mal dans sa tête mais le fatras est tel qu'il ne faut pas trop pousser l'étude sous peine de gober n'importe quoi.

Les théoriciens sont exaltés, pensent avoir raison contre la pensée « officielle » et ont un fonctionnement paranoïaque ou au moins très sûr d'eux. Ils citent abondamment les penseurs et se prennent pour leur égal, la comparaison avec les génies persécutés ou gênés est constante. Ils peuvent être réellement convaincus, de vrais escrocs, des gourous de secte, des chercheurs de peu dans l'erreur ou un mélange évolutif et détonnant de tout ça.

Fads and fallacies présente par exemple, et j'en oublie:

– les tenants de la Terre plate (Voliva), creuse et percée aux pôles (un autre Gardner) ou inversée, nous vivons à l'intérieur de la sphère terrestre (Teed).

– les *forteans*, partisans de Fort dont on ne sait pas si la « Fortean Society » est une vaste blague ou non: Fort a un solide sens de l'humour, il doute de tout, même de ses propres écrits et ses livres peuvent être lus au second degré.

– la Dianétique, connue aujourd'hui comme la Scientologie et décrite comme une manière psychanalytique de guérir de ses « engrammes », c'est-à-dire traumatisme psychologique dans le langage maison. Comme tout est source d'engramme, tout le monde est malade.

– des groupes anti-lunettes, anti-médecine « officielle », les homéopathes, naturopathes, ostéopathes, chromathérapeutes, les thérapies par les radiations ou par des régimes alimentaires délirants, les théories médicales de Gurdjieff, le gourou à l'origine de la secte Fraternité Blanche Universelle. En gros tout le fatras pseudo-médical que l'on retrouve aujourd'hui chez les newageux.

– la théorie sexuelle et vitale de Reich, avec l'introduction de l'orgone, énergie vitale et force non électromagnétique dont Reich a essayé en vain de démontrer l'existence aux scientifiques. Cela ne l'a pas empêché de construire un accumulateur énergétique à orgone.

– la théorie psychanalytique de Korzybski connue sous le nom de « General Semantics » a la prétention guérir les maladies mentales comme l'alcoolisme, l'homosexualité, la kleptomanie, les mauvaises habitudes de lecture, la nymphomanie et bien d'autres en travaillant sur le langage utilisé et en extirpant l'aspect aristotélien comme par exemple la logique bivalente (vrai-faux). Autant les réflexions sur le langage et l'aide au patient peuvent être intéressantes mais pas du niveau des penseurs de l'époque, autant ses prétentions curatives sont excessives.

Martin Gardner – plus connu pour ses travaux de vulgarisation mathématique par les jeux, dans la tradition de Carroll ou de LLOYD – a écrit là un livre en américain mais facile à lire qui informe sur les différentes manières d'imiter la science sans en avoir les méthodes, comme de Pracontal, Sokal et Bricmont ou le Cercle zététique.

Nicolas
liaison Melun

SOIRÉE POUR RADIO LIBERTAIRE

Le P'tit Crème **Vania Adrien Sens**

Bruno Daraquy

**Samedi
29 Juin
20 heures**

**Chantent
Gaston Couté**



FORUM LÉO-FERRÉ
11 Rue Barbès 94200 Ivry
métro Porte d'Ivry - Face au Moulin

Billets : Librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot, 75011 Paris.
Forum Léo-Ferré le jour même.

Prix des places : 12,5 euros (10 euros pour les porteurs de la carte de Radio libertaire)



10 ans de RAP : la fête des antipub

RÉSISTANCE à l'agression publicitaire aura dix ans le 20 juin 2002, mais les festivités se dérouleront le samedi 29 juin. Au programme: 10 heures - 13 heures: assemblée générale (ouverte au public).

14 heures: ouverture de la fête. 14h15: « Sur le front », panorama des associations (Casseurs de pub, La Meute, Paysages de France, Le Publiphobe, RAP, RAP Belgique); diaporama de Paysages de France sur l'affichage publicitaire.

15h15: intermède (Alex Baret interprète ses chansons).

15h30: conférence-débat sur « Publicité et mondialisation », animée par Ruth Stégassy (France-Culture).

17 heures: intermède (Boby Lapointe chanté par Thomas Guéret).

17h15: table ronde sur « la résistance au quotidien » (témoignages sur l'intrusion de la publicité dans les différentes pratiques professionnelles), animée par Ruth Stégassy.

18h45: fanfare FMI (Front musical d'intervention) (sous réserve); apéritif. 20 heures: concert d'Adonis, l'artiste incompris exilé de sa propre planète (« Je ne suis pas un chanteur commercial »).

Pour cette fête, l'association recherche:

- des bonnes volontés - pâtisseries, artistes pour décorer les murs de l'immense local mis à sa disposition;
- du matériel gratuit ou bon marché: une estrade, des chaises, des projecteurs, des guirlandes électriques.

Maison de l'Arbre,
9, rue François-Debergue,
Montreuil
Métro Croix-de-Chavaux.

RAP

83, rue Jean-Moulin,
94300 Vincennes

i Basta ya!

Retrouvez **Basta ya**, émission d'expression libertaire les jeudis et dimanches à 14 heures sur Radio Périgueux 103 - 102,3 MHz. Envoyez nous vos infos et publications que nous chroniquerons et répercuterons.

Contact: **Basta Ya**,
C/o Radio Périgueux 103, BP 27,
24752 Treliçac cedex
Email: bastaya@wanadoo.fr

Forum libertaire de l'Est parisien Premier bilan

C'EST À LA MAISON de l'Arbre, lieu intemporel de la Parole errante d'Armand Gatti que les cinq groupes d'Alternative libertaire, de la Fédération anarchiste et de l'interco CNT 93 Sud ont accueilli jusqu'à 700 personnes ce samedi 8 juin, lors du forum libertaire de l'Est parisien à Montreuil. Né d'un désir et d'une nécessité de prendre part aux débats et actions, d'échanger des expériences, de dégager des problématiques et des objectifs, c'est bien une parole libre, créatrice, multiple qui a été entendue pendant ce forum et qui résonne encore dans nos têtes et en dehors.

Face aux logiques politiciennes et au consensus « mou » qui en ressort, les trois débats ont montré l'intérêt du public pour les analyses et propositions libertaires. Le premier débat, démontant un libéralisme triomphant et un État libéricide, et proposant des actions comme l'abolition des transports payants (merci au RATP), a préparé le second (!) qui, dans la perspective antiglobalisation, a redonné une portée réelle aux idées anticapitalistes et antiautoritaires, critiquant au passage les chantres de l'euro à visage humain et notamment ceux qui ont choisi le même nom qu'une grande chaîne de magasins... Le dernier a concrètement posé le mandat impératif et son contrôle comme un moyen de construire des alternatives de démocratie directe ici et maintenant.

Dans cet espace d'expression, la parole est aussi devenue chant avec la fanfare et le chœur de lutte du FMI (Front musical d'intervention) et ses rythmes révolutionnaires, avec notre Compagnon de rimes et de notes Serge Utgé-Royo et avec les Chanteurs livreurs que l'on ne licenciera pas. Dans les sous-sols, s'est joué *Traversée 1* où vingt acteurs ont donné chair à la Parole errante d'Armand Gatti. Pas en reste, les enfants ont été initiés au jonglage et ont réalisé de magnifiques fresques colorées (merci tout particulièrement à Léa et Sarah de nous avoir offert leurs créations).

Merci aussi à tous ceux et toutes celles qui sont intervenus lors des débats, qui ont tenu les tables de presse et la buvette. Merci à Armand Gatti et à la Maison de l'Arbre pour leur accueil.

Y a pas à dire, ce 8 juin, il a fait soleil sur ma planète...

Laurent
groupe de la FA de Montreuil

Hold-up sur une tribune libre

La revue *l'École émancipée*, confrontée à une opération d'un groupe politique, a besoin du soutien de tous pour continuer à paraître.

Compte bloqué pour détourner les abonnements, prétendues décisions prises par des personnes non membres de *l'École émancipée*, intervention auprès de la poste et auprès de la commission paritaire de presse pour supprimer le routage, dépôt en préfecture d'un dossier pour changer le directeur gérant de la revue, tentatives d'intimidation de l'imprimeur. Voilà à quoi est confrontée *l'École émancipée*, en l'an 2002, après le séisme du 21 avril, avec pour couronner le tout, la contrefaçon d'un numéro de la revue, envoyé à une partie des abonnés.

l'École émancipée, revue syndicale et pédagogique paraissant depuis 1910, est une publication originale dans le mouvement syndical et social français, née au début du siècle du combat des instituteurs pour le droit syndical, organe de la fédération unitaire de l'Enseignement - CGTU, avant la guerre, puis, après guerre, de la tendance École émancipée de la fédération de l'Éducation nationale. La revue de *l'École émancipée* est portée par des militant(e)s intervenant dans des structures syndicales différentes (FSU, SUD Éducation, CNT, CGT), particulièrement depuis la scission de la FEN, en 1992.

Véritable tribune libre du mouvement social, *l'École émancipée* a été et reste de tous les fronts: contre la guerre et le colonialisme, contre le fascisme et la mondialisation libérale, pour un syndicalisme révolutionnaire et une école populaire, émancipée des lobbies cléricaux et patronaux. Elle participe à tous les combats



actuels du mouvement social: les luttes contre le chômage et la précarité, en solidarité avec les plus démunis, les sans-papiers.

C'est cette voix-là que veulent faire taire des membres des directions de la FSU et de ses syndicats, qui y siègent au titre de *l'École émancipée*, et qui sont par ailleurs au Secrétariat enseignant de la LCR. Ces personnes tentent un rapt sur la revue de *l'École émancipée*, alors qu'ils ne l'ont jamais fait vivre, bien au contraire. Les méthodes employées sont indignes de militants qui prétendent dénoncer les pratiques bureaucratiques et staliniennes. Elles doivent être connues dans le mouvement social, pour éviter la poursuite et le développement d'attaques équivalentes dans d'autres organisations.

Qu'on en juge: mis une nouvelle fois en minorité lors de l'assemblée générale annuelle statutaire de *l'École émancipée* (en juillet 2001), ces militants n'ont pas trouvé d'autres moyens que de passer en force en bafouant les statuts et le règlement intérieur de *l'École émancipée*, en faisant voter des personnes qui n'étaient pas membres de *l'École émancipée*, pour tenter de prendre le contrôle de la revue et de la tendance École émancipée.

Les méthodes utilisées pour cette opération politique mettent gravement en danger la revue: compte bloqué pour détourner les abonnements, intervention auprès

de la poste et auprès de la commission paritaire de presse pour supprimer le routage, dépôt en préfecture d'un dossier visant à changer le directeur gérant de la revue, tentatives d'intimidation de l'entreprise qui réalise la revue...

Cette atteinte à la liberté de la presse, cette tentative de faire taire cette tribune libre des luttes et de la défense de *l'École laïque* est d'autant plus lamentable que le contexte du 21 avril 2002 imposerait d'éviter les péripéties dilatoires voire judiciaires, comme l'a suggéré, au soir du 21 avril, Jean François Pelé, directeur gérant de *l'École émancipée*, dans une lettre aux initiateurs de ce coup de force. La réponse a été le détournement du routage de la revue pour envoyer, début juin, une contrefaçon du numéro 10 à des abonnés qui avaient déjà reçu le numéro 10 original début mai 2002, et le numéro 11 début juin. L'objectif n'est donc pas de produire une nouvelle revue, mais de couler *l'École émancipée*, par les confusions recherchées au niveau des lecteurs d'abord, mais surtout au niveau des instances administratives, ce qui est très dangereux pour une revue radicale et indépendante, qui dérange encore plus dans la période politique actuelle.

Coup de force contre une revue, pluralisme de la presse mis à mal: la presse, les associations, les militants du mouvement social, ne peuvent rester indifférents. Nous les appelons à dénoncer ce coup bas, à nous aider à sauvegarder cette tribune libre qu'est la revue *l'École émancipée* et son indépendance par rapport aux structures syndicales et politiques.

La Commission Revue
(rédaction)

Le Collège de l'École émancipée
(instance nationale)

À la petite semaine

Du grand art



NOUS SORTONS d'un siècle qui aura connu deux guerres mondiales. La première, la der des ders, fit passer dix millions d'individus de vie à trépas. La seconde, qui se fit avec des moyens perfectionnés car, pour avoir la paix, comme on dit, les hommes avaient préparé la guerre, en sacrifia entre quarante et cinquante autres petits millions. Ce fut par excellence le siècle des idéologies, des dictatures, des prétendues révolutions, de l'avènement de deux totalitarismes immondes et meurtriers. Le siècle du politique.

Au moment où quelques centaines de milliers de jeunes gens prenaient connaissance des sujets de philosophie du bac général, une inutile réunion de l'Organisation internationale du travail, à Genève, rappelait que 211 millions d'enfants mineurs dans le monde sont contraints de travailler. Dans le même temps, un sommet mondial de l'alimentation s'achevait à Rome, après s'être penché vainement sur le sort des quelque 800 millions d'êtres humains qui souffrent de la faim.

« La politique est-elle une science ou un art? », était-il demandé à ces jeunes gens. La science a certes contribué au perfectionnement et à l'amplification des massacres de masse. Il fallait aussi que le socialisme, dans sa version marxienne, soit hautement scientifique pour parvenir à faire ses presque 100 millions de victimes là où il a sévi. La politique, à ce stade, et avec ces glorieux bilans, passés et présents, œuvre de ceux-là qui gouvernent les hommes et organisent nos sociétés, n'est pas simplement de l'art, il faut le dire, mais du Grand Art.

Au début du XX^e siècle, l'anarchiste Emile Pouget, qui en dénonçait après bien d'autres toute la nocivité, invitait sans détour ceux qui en pinçaient pour elle d'aller en faire aux chiottes. Il est vrai, en effet, que dans l'art il y a parfois de sacrées merdes, et la politique est sans doute la plus belle.

Floréal